



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## Analyse des impacts économiques du volet agricole de la Stratégie nationale bas carbone 3 (SNBC 3)

Numéro de consultation : SSP-DGPE-2024-035

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question envoyée par mail aux services ou posée par téléphone ne sera traitée.

1 – Objet du marché .....	3
2 – Éléments de contexte .....	3
3 – Objectifs, contenu et méthode de l'étude.....	5
3.1. Objectifs généraux de l'étude.....	5
3.2. Contenu détaillé et méthodes .....	6
3.2.1. Résultats attendus .....	6
3.2.2. Choix du modèle.....	7
3.2.3. Phase 1 - Impacts économiques des scénarios SNBC à l'échelle de la « ferme France ».....	7
3.2.4. Phase 2 - Scénarios alternatifs visant à maximiser les bénéfices économiques.....	8
3.2.5. Phase 3 - Impacts économiques du scénario de la SNBC 3 à l'échelle de quelques régions contrastées .....	8
4 – Pilotage et suivi de la prestation.....	9
4.1. Pilotage et référents.....	9
4.2. Planification et suivi de l'étude .....	9
4.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude.....	10
5 – Obligations du titulaire.....	11
5.1. Participation aux différentes réunions.....	11
5.2. Remise des livrables.....	11
5.3. Confidentialité.....	11
5.4. Propriété de l'étude .....	11
Annexe : bibliographie et données indicatives.....	12

## 1 – Objet du marché

Une nouvelle trajectoire d'évolution souhaitable du système alimentaire français a été élaborée dans le cadre des travaux de planification écologique. Elle repose sur une modélisation biophysique permettant d'apprécier la performance environnementale du secteur, ainsi que sur la proposition de mesures de politiques publiques additionnelles (adoptées à partir de 2022) qui devraient permettre l'atteinte des objectifs. Plusieurs mesures ont été intégrées au PLF 2024 avec 0,8 Md € dédié à la transition du secteur agricole.

Alors que les aspects techniques de la trajectoire de planification écologique qui s'appuie sur la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) ont fait l'objet de nombreux travaux et échanges, la dimension économique a en revanche été très peu traitée.

C'est un point régulièrement souligné par les organisations professionnelles agricoles et qui interroge également les pouvoirs publics. La disponibilité d'analyses précises sur l'enjeu économique sera, dans les prochaines années, essentielle pour permettre la bonne appropriation du scénario par les acteurs à l'échelle nationale, mais aussi au niveau des régions, où la territorialisation des objectifs de planification écologique a débuté.

Compte tenu de ces éléments, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire souhaite diligenter une étude afin de disposer d'éléments de réponse sur une trajectoire à forts enjeux pour l'avenir du secteur agricole français. Les objectifs de cette étude seront : 1) d'analyser les impacts économiques potentiels du scénario de planification écologique à l'échelle de la « ferme France » jusqu'à 2050, conformément aux jalons de la SNBC 3, en prenant en compte différents modes de production (agriculture biologique, conventionnelle, etc.), l'évolution des régimes alimentaires et des bilans import/export, avec et sans la mise en place de mesures miroirs environnementales et sanitaires ; 2) d'explorer d'autres scénarios proches de la trajectoire de la SNBC 3 qui maintienne les objectifs de réduction d'émissions mais ajustent certaines hypothèses et leviers pour augmenter les bénéfices économiques ; 3) d'étudier les impacts économiques du scénario de la SNBC 3 en faisant varier les systèmes de production agricole européens, en plus de la production française ; 4) dans la mesure du possible d'évaluer les impacts à l'échelle de quelques régions françaises contrastées.

L'étude mobiliserait un ou des modèle(s) économique(s) du secteur agricole pouvant être utilisé(s) à l'échelle de la ferme France et de plusieurs régions.

## 2 – Éléments de contexte

### **Contexte européen : l'Union européenne a rehaussé ses engagements conformément à l'accord de Paris**

La Commission européenne a fait de la transition écologique l'une de ses priorités, avec la présentation en décembre 2019 du Pacte vert pour l'Europe, feuille de route couvrant tous les secteurs (industrie, agriculture, énergie, transports, logement, etc.), en vue de faire de l'Europe le premier continent neutre pour le climat d'ici à 2050.

Cet objectif de neutralité climatique a été adopté par le Conseil européen de décembre 2019 et a été traduit dans la stratégie de long terme de l'UE communiquée à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), conformément à l'accord de Paris.

En décembre 2020, le Conseil européen s'est prononcé en faveur du relèvement de l'objectif de réduction des émissions nettes d'au moins 55 % d'ici 2030. Ces objectifs rehaussés ont été inscrits dans le droit de l'UE par l'intermédiaire d'un règlement (« loi climat européenne ») entré en vigueur en juin 2021.

Néanmoins, dans un contexte agricole tendu depuis le début de l'année 2024, la Commission européenne a proposé le 15 mars une révision du cadre législatif de la Politique agricole

commune, afin d'assouplir les règles environnementales, avec comme objectif une adoption par les États membres et le Parlement européen d'ici la fin du mois d'avril, avant les élections européennes.

### **Contexte français : élaboration de la stratégie nationale bas carbone 3**

Conformément aux engagements européens, la France s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à atteindre la neutralité carbone en 2050. Pour atteindre ces objectifs climatiques, la France s'est dotée d'un outil de planification : la Stratégie nationale bas-carbone, dont la deuxième version est actuellement en vigueur. Le gouvernement travaille à présent à l'élaboration de la troisième édition de cette stratégie, afin de respecter l'ambition climatique rehaussée à l'échelle européenne.

La préparation de cette future stratégie s'inscrit dans le chantier de « planification écologique » engagé par le président de la République et réalisé sous l'autorité du Premier ministre. Dans le cadre de ce chantier, la France s'est fixée, en 2022, l'objectif d'une réduction brute de ses émissions de GES d'au moins 50 % en 2030 par rapport à 1990, et de l'ordre de - 55 % en net (en prenant en compte le secteur des terres et forêts).

La troisième édition de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC 3) s'attachera à traduire cette accélération de manière opérationnelle, en définissant le chemin pour réussir collectivement à réduire nos émissions et notre empreinte.

### **Enjeux pour le volet agricole de la SNBC 3**

Les deux dernières années de travaux d'élaboration du volet agricole de la stratégie ont porté à la fois sur les hypothèses de modélisation de la « ferme France » et sur les mesures de politique publique permettant de crédibiliser la trajectoire visée. Les hypothèses à l'horizon 2030 ont été arbitrées à l'été 2023, et les scénarios à l'horizon 2050 sont en cours de finalisation (prévue en avril 2024).

Alors que le volet agricole de la SNBC 3 devient structurant pour les politiques agricoles et alimentaires, sa dimension économique n'a presque pas été abordée jusqu'à maintenant.

La connaissance des impacts économiques potentiels de la trajectoire envisagée, représente l'une des conditions de sa bonne appropriation par les acteurs agricoles, à l'échelle nationale et dans les territoires. Elle constitue par ailleurs un élément indispensable pour les pouvoirs publics afin de renforcer leur capacité à anticiper les effets économiques induits par les choix qui seront opérés quant à la trajectoire à adopter.

Cela sera déterminant en particulier dans le cadre de la déclinaison territoriale du scénario de la SNBC 3 à l'échelle régionale.

De plus, les réductions d'émissions de GES demandées au secteur agricole sont en augmentation par rapport à la SNBC précédente, et il est nécessaire d'objectiver les risques potentiels sur les niveaux de production, la valeur produite et la souveraineté alimentaire française<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> La souveraineté alimentaire est ici définie comme « la capacité d'autodétermination d'un État sur les systèmes alimentaires qui se déploient sur son territoire. Cette capacité s'entend à la fois comme capacité à définir les systèmes souhaitables (conditions de production, normes alimentaires, représentations partagées, règles de l'échange) et capacité à traduire ce souhaitable en réel, c'est-à-dire à faire appliquer ou faire évoluer ces systèmes alimentaires dans la direction attendue par les citoyens, par temps de paix autant qu'en période de crise. [...] Penser la souveraineté alimentaire, ce n'est pas nécessairement tendre à l'indépendance absolue mais s'assurer d'une maîtrise considérée comme suffisante des dépendances externes, jugées pertinentes, nécessaires ou indispensables ». (FranceAgriMer, 2023. Souveraineté alimentaire : un éclairage par les indicateurs de bilan).

### 3.1. Objectifs généraux de l'étude

L'objectif de l'étude est d'apporter des résultats sur les impacts économiques du scénario français de transition du système alimentaire, tel que décrit dans la SNBC 3. L'étude permettra ainsi une meilleure appréhension de la transition du secteur agricole jusqu'à l'horizon 2050, en complétant les données techniques et agronomiques (cf. infra) par des projections de résultats économiques. En particulier, la présente étude permettra d'obtenir des résultats à l'échelle de la France, pour les principales productions agricoles et prenant en compte les effets économiques de l'évolution des modes de production et des régimes alimentaires.

Elle donnera par ailleurs des résultats à l'échelle européenne et, dans la mesure du possible, à l'échelle de quelques régions pour lesquelles aucune analyse économique des scénarios de transition n'est disponible aujourd'hui. Enfin, elle explorera des scénarios alternatifs proches de la trajectoire de planification écologique, visant à en augmenter les bénéfices économiques.

Suite à la publication de la SNBC 2, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) avait cofinancé une étude pilotée par l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), visant à étudier les impacts économiques du scénario bas carbone sur les filières des bovins lait et des céréales<sup>2</sup>. La présente étude viendra s'inscrire dans la lignée de cette dernière, en donnant des résultats pour l'ensemble de la « ferme France », en tenant compte du scénario actualisé et en précisant les impacts en matière de prix, de valeur ajoutée et de bilans import-export, qui avaient peu été abordés dans l'étude IDDRI.

Dans un autre contexte, des études ont également été réalisées à l'échelle européenne, sur l'impact économique de la stratégie « Farm to Fork »<sup>3,4,5</sup>, dont plusieurs objectifs sont proches du scénario de la SNBC 3. Ces études ne prennent cependant pas en compte les bénéfices économiques potentiels d'une montée en gamme des productions, ni les effets de la transition des régimes alimentaires sur les échanges commerciaux. Or ces deux aspects représentent des conditions de réussite essentielles de la transition du système alimentaire. Une récente analyse<sup>6</sup> de la stratégie « Farm to Fork » a ainsi montré l'importance de considérer à la fois l'évolution du système de production, de la consommation alimentaire et du gaspillage, pour mesurer les impacts économiques d'un tel scénario. Cependant, le nombre d'indicateurs économiques était limité et les productions agricoles agrégées en quelques grands ensembles sans différenciation des modes de production.

Les résultats de l'étude seront essentiels pour éclairer les implications économiques du scénario de la SNBC, aux échelles nationale et de quelques régions, et permettront de mieux identifier les leviers ayant les bénéfices économiques les plus importants. Les bénéfices non économiques pourront également être mis en avant.

Enfin, il est nécessaire d'objectiver l'effort de réduction d'émissions demandé au secteur agricole, au regard des conséquences possibles des transformations prévues sur la performance économique de la « ferme France », et sur la souveraineté alimentaire du pays. L'étude documentera ces risques éventuels et proposera des pistes d'amélioration dans des scénarios alternatifs proches du volet agricole de la SNBC 3.

---

<sup>2</sup> Aubert et al., 2021. Vers une transition juste des systèmes alimentaires - Enjeux et leviers politiques pour la France. <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/propositions/vers-une-transition-juste-des-systemes-alimentaires-enjeux>

<sup>3</sup> Wesseler, 2022. The EU's farm-to-fork strategy: An assessment from the perspective of agricultural economics. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/aepp.13239>

<sup>4</sup> Beckman et al., 2020. Economic and Food Security Impacts of Agricultural Input Reduction Under the European Union Green Deal's Farm to Fork and Biodiversity Strategies.

<sup>5</sup> Barreiro-Hurle et al., 2022. Modelling environmental and climate ambition in the agricultural sector with the CAPRI model.

<sup>6</sup> Guyomard et al., 2023. The European Green Deal improves the sustainability of food systems but has uneven economic impacts on consumers and farmers. <https://www.nature.com/articles/s43247-023-01019-6>

## 3.2. Contenu détaillé et méthodes

### 3.2.1. Résultats attendus

L'objectif de l'étude est d'apporter des résultats sur les impacts économiques du scénario français de transition du système alimentaire et de variantes, grâce à un ou plusieurs modèles dont le fonctionnement détaillé et les étapes de calculs devront être disponibles et publiés (libre accès).

Les pouvoirs publics manquent à ce jour d'éléments robustes concernant les conséquences économiques de cette trajectoire. Ces conséquences pourraient être aussi bien négatives (ex. baisse des niveaux de production et de compétitivité) que positives (ex. montée en gamme). A cet égard, la transition pourrait représenter de nouveaux leviers d'opportunités pour les acteurs du monde agricole.

Le modèle retenu devra être capable d'intégrer les évolutions suivantes (hypothèses d'entrée) :

- Évolution de l'offre agricole et agroalimentaire (surfaces, cheptels, modes de production et rendements, avec notamment la part d'agriculture biologique, les pratiques de réduction de la consommation d'engrais azotés, etc.).
- Évolution de la demande alimentaire en quantité de nourriture consommée par grande catégorie de produit et qualité (paramétrable afin de prendre en compte les hypothèses d'évolution des régimes alimentaires de la SNBC).
- Mise en place de mesures miroirs environnementales et sanitaires ambitieuses à l'échelle européenne (en veillant au respect des règles de l'organisation mondiale du commerce)<sup>7</sup>.
- Évolution des montants de subventions au secteur agricole.

Des indicateurs économiques (variables de sortie) devront être produits par le(s) modèle(s). Une attention particulière sera portée aux indicateurs suivants :

- Évolution des prix des denrées agricoles (1) à la production et (2) à la consommation, et calcul du coût des dépenses alimentaires moyen par personne, décliné par grandes familles de produits.
- Évolution de la valeur ajoutée agricole et agroalimentaire des principales productions et de ses composantes (production brute, consommations intermédiaires, dépréciation du capital), avec et hors subvention.
- Évolution des emplois associés dans l'agriculture et l'agroalimentaire (ou si cette donnée n'est pas modélisable, de la part de la valeur ajoutée rémunérant le travail).
- Évolution des importations et des exportations, avec les pays de l'Union européenne et les pays tiers (en quantités et valeurs) aux stades suivants (produits bruts, produits transformés, principaux intrants utiles à la production, dont les engrais et tourteaux ).
- Plusieurs indicateurs de souveraineté alimentaire<sup>8</sup> : taux d'auto-provisionnement ; taux de couverture de la consommation par la production nationale ; capacité d'exportations ; dépendance aux importations de produits et d'intrants

Dans la mesure du possible, et en particulier pour les scénarios régionaux si la modélisation de ces derniers est proposée par le candidat, des indicateurs complémentaires seront produits à l'échelle des exploitations agricoles, comme les excédents bruts d'exploitation (EBE) et les résultats courants avant impôt (RCAI), par exemple à partir de quelques exploitations ou orientations technico-économiques types.

La modélisation des scénarios de cette étude nécessitera probablement l'utilisation de données d'entrées additionnelles, notamment économiques (évolution de l'offre et de la demande étrangère, ou des prix aux frontières). Dans la mesure du possible, ces hypothèses devront s'appuyer sur des scénarios de référence européens ou mondiaux déjà existants. Les propositions

---

<sup>7</sup> Voir par exemple : Gohin, A. et Matthews, A., 2022. Adding mirror clauses within the European Green Deal: Hype or hope?

<sup>8</sup> FAM, 2023. Souveraineté alimentaire : un éclairage par les indicateurs de bilans.



correspondantes seront validées en Comité de pilotage.

La SNBC utilisant la montée en gamme (ex : développement du bio) comme un levier structurant, il importera que le ou les modèles utilisés distinguent différentes qualités, à la fois pour le marché intérieur mais aussi pour les échanges (importations et exportations).

L'objectif serait de permettre aux acteurs des territoires, institutionnels ou privés, de se projeter et de s'approprier les résultats de cette étude.

### 3.2.2. Choix du modèle

Le ou les modèles choisis devront permettre d'obtenir l'ensemble des résultats attendus décrits dans la partie précédente. Quelques exemples de modèles sont cités ci-dessous, ainsi que certaines de leurs limites dans le cadre de la présente étude, montrant les besoins d'amélioration ou de complémentarité entre plusieurs outils.

- Les modèles d'offre comme MAGALI 2.0<sup>9</sup> ou AROPAJ<sup>10</sup> permettent d'évaluer les impacts économiques d'évolutions de politiques publiques, notamment environnementales, mais les données de prix sont exogènes et l'évolution de la consommation alimentaire n'est pas prise en compte.
- D'autres modèles tels que CAPRI<sup>11</sup> ou GTAP-AEZ<sup>12</sup> modélisent à la fois l'évolution des systèmes de production, des prix des denrées agricoles et leurs implications sur les échanges commerciaux, mais prennent en compte des demandes inélastiques car basées sur des observations passées.
- Quelques études ont mis en avant l'intérêt de prendre en compte simultanément des objectifs de politiques publiques portant sur l'offre, la consommation et le gaspillage pour modéliser des évolutions de prix pour les producteurs et les consommateurs<sup>13</sup>, mais à partir d'approches simplifiées sur des groupes de denrées agricoles agrégées, et avec peu d'indicateurs économiques (absence d'indicateurs sur l'évolution des coûts de production par exemple).
- Enfin, certains outils comme le modèle MoFOT<sup>14</sup> (IDDRI) permettent de représenter finement l'ensemble de la chaîne alimentaire à travers les étapes de production, transformation et consommation, et d'estimer les impacts notamment sur l'emploi, mais en se focalisant sur une ou quelques filières données, et sans modélisation macro-économique des évolutions de prix et des échanges commerciaux.

La présente étude nécessiterait donc, en première analyse, une adaptation de modèles existants ou la combinaison de plusieurs modèles, afin de représenter des résultats macro-économiques à l'échelle de la France et de plusieurs régions, pour les principaux produits agricoles, prenant en compte l'effet de la montée en gamme et des changements de régimes alimentaires.

Les candidats préciseront dans leur cadre de réponse technique le ou les modèles qu'ils envisagent de mobiliser, en justifiant leurs choix. Le cas échéant, ils présenteront la nature des adaptations de modèles existants qu'ils comptent réaliser.

### 3.2.3. Phase 1 - Impacts économiques des scénarios SNBC à l'échelle de la « ferme France »

Cette première phase vise à analyser les impacts économiques des deux trajectoires prévues dans la SNBC 3 : avec mesures existantes (AME ou tendancielle) et avec mesures

<sup>9</sup> Ramanantsoa, J. & Payen, A., 2019. *Simuler les évolutions de la « ferme France » avec le modèle MAGALI 2.0. L'exemple des effets de chocs sur le prix du pétrole.*

<sup>10</sup> Jayer, P-A et al., 2023. The European agro-economic model AROPAJ

<sup>11</sup> JRC, 2022. <https://www.capri-model.org/dokuwiki/help>

<sup>12</sup> Global Trade Analysis Project-AgroEcological Zones ; Beckman et al., 2020. Economic and Food Security Impacts of Agricultural Input Reduction Under the European Union Green Deal's Farm to Fork and Biodiversity Strategies.

<sup>13</sup> Guyomard et al., 2023. The European Green Deal improves the sustainability of food systems but has uneven economic impacts on consumers and farmers. <https://www.nature.com/articles/s43247-023-01019-6>

<sup>14</sup> Model of Food system Transition ; Aubert, P.-M. et al., 2021. Towards a just transition of food systems. Challenges and policy levers for France.

supplémentaires (AMS), jusqu'à l'horizon 2050 à l'échelle de la France métropolitaine.

L'ensemble des hypothèses de modélisation (SAU, cheptels, modes de production, alimentation, décarbonation des tracteurs, bioénergies produites, stockage de carbone, etc.) seront mises à disposition, à partir des fichiers de la deuxième itération de modélisation (« RUN 2 ») déjà disponibles, ou éventuellement de la troisième itération qui devrait être finalisée au premier trimestre 2024 (« RUN 3 »). Si le ou les modèles utilisés nécessitent des hypothèses d'entrées biophysiques complémentaires, celles-ci seront discutées et validées en COPIL.

L'impact de ces trajectoires jusqu'à l'horizon 2050 sera estimé avec et sans mise en place de mesures miroirs environnementales et sanitaires, en considérant une stabilité des systèmes de production agricole en dehors de la France entre 2020 et 2050, donnant lieu à trois scénarios :

- Un scénario « Ferme France tendancielle (AME) - ouvert », dans lequel le niveau d'ouverture commerciale de l'Union européenne reste stable entre 2020 et 2050.
- Un scénario « Ferme France bas carbone (AMS) - ouvert », dans lequel le niveau d'ouverture commerciale de l'Union européenne reste stable entre 2020 et 2050.
- Un scénario « Ferme France bas carbone (AMS) - restreint », dans lequel des mesures miroirs environnementales et sanitaires ambitieuses sont mises en place à l'échelle européenne.

Dans les scénarios ci-dessus, les autres pays européens atteindraient donc leurs objectifs climatiques sans réduction d'émissions additionnelle dans le secteur agricole en 2050 par rapport à 2020<sup>15</sup>. Les émissions agricoles seraient ainsi totalement compensées par les puits de carbone naturels et technologiques.

Deux scénarios supplémentaires « Ferme Europe bas carbone » (ouvert et restreint) seront proposés par le titulaire, dans lesquels l'ensemble des pays de l'Union européenne mettraient en œuvre la stratégie *Farm to Fork* et auraient donc des objectifs ambitieux de réduction d'émissions de GES dans le secteur agricole.

On modélisera donc *a minima* cinq scénarios : AME (France tendancielle ouvert) ; AMS FR 1 et 2 \* (France bas carbone ouvert (1) et restreint (2)) ; AMS UE 1 et 2 \* (Europe bas carbone ouvert (1) et restreint (2)).

Si l'analyse du titulaire met en évidence des hypothèses d'entrée non prévues par la SNBC (ex : prix mondiaux) auxquelles sont particulièrement sensibles les résultats, une simulation alternative de ces 5 scénarios sera réalisée pour évaluer cette sensibilité. Dans sa proposition ou au cours de l'étude, sous réserve d'accord du comité de pilotage, le prestataire pourra proposer des quantifications alternatives à cette option dans l'objectif de tester la robustesse des simulations aux hypothèses d'entrées non prévues par la SNBC

### **3.2.4. Phase 2 - Scénarios alternatifs visant à maximiser les bénéfices économiques**

Dans cette deuxième phase, l'objectif sera d'explorer des scénarios les plus proches possibles de la trajectoire AMS de la SNBC, mais visant à en maximiser les bénéfices économiques ainsi qu'à limiter les risques de dégradation de la souveraineté alimentaire française. Ces scénarios proposeront donc des modifications des hypothèses et leviers de la trajectoire AMS, tout en conservant les objectifs de réductions d'émissions. Ce travail devra être réalisé pour l'échelle « ferme France bas carbone » et pour l'échelle « ferme Europe bas carbone », avec et sans mesures miroirs (ouvert et restreint), soit 4 scénarios au total.

### **3.2.5. Phase 3 - Impacts économiques du scénario de la SNBC 3 à l'échelle de quelques régions contrastées**

Dans la mesure du possible, le prestataire retenu devra proposer une déclinaison régionale au moins partielle des résultats de la phase 2. Pour cela, les impacts économiques de la trajectoire de

---

<sup>15</sup> C'est le cas par exemple du scénario S1 de l'étude d'impact de la Commission Européenne sur la cible climatique de 2040. (European Commission, 2024, Impact assessment report. Securing our future. Europe's 2040 climate target and path to climate neutrality by 2050 building a sustainable, just and prosperous society).



planification écologique pourront par exemple être analysés à l'échelle de quelques régions contrastées, aux horizons 2030 et 2050. Des fichiers d'hypothèses détaillées seront également fournis pour ces régions.

- Ces évaluations seront faites en prenant en compte les prix de denrées agricoles issus des scénarios « France bas carbone – ouvert » et « France bas carbone – restreint ».
- Dans la mesure du possible, au moins trois régions seront retenues, caractérisées par l'importance des filières suivantes : élevage ; grandes cultures ; fruits et légumes.
- Les évolutions à l'échelle des exploitations agricoles seront quantifiées grâce à des indicateurs économiques (partie 3.2.1. résultats attendus) et illustrées à partir de quelques cas types ou OTEX dans chaque région.

## **4 – Pilotage et suivi de la prestation**

### **4.1. Pilotage et référents**

L'étude est commandée par la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE), suivie par le bureau changement climatique et biodiversité (BCCB) avec l'appui du Centre d'études et de prospective (CEP), qui est le pouvoir adjudicateur (SG-SSP). Elle est financée par le MASA et co-financée par FranceAgriMer. Le BCCB indiquera au titulaire du marché, lors de la mise en place du marché, un référent. De son côté, le titulaire devra confirmer l'identité du responsable de l'étude en charge de la coordination du marché (exécution des prestations et facturation).

Un comité de pilotage (CoPil) animé par le prestataire sera constitué pour diriger et suivre le travail mené par le prestataire. Il sera composé de la DGPE, du CEP, de FranceAgriMer, du CGAAER et de la Direction Générale du Trésor et de toute autre structure que le commanditaire juge pertinent de convier. En tant que commanditaire, la DGPE présidera le CoPil. Ce CoPil valide tous les livrables (cf. 4.3).

Des points intermédiaires entre le MASA/service prescripteur technique et le prestataire seront organisés en tant que de besoin, en présentiel, par téléphone, par mail ou par visioconférence.

Le prestataire devra prévoir, en amont de chaque comité de pilotage, un temps de préparation avec les responsables du MASA/service prescripteur technique. Les éléments et les choix à soumettre au comité de pilotage y seront notamment discutés. Les documents devant être présentés au comité de pilotage seront transmis par courriel aux représentants du MASA/service prescripteur technique au moins une semaine à l'avance.

À l'issue de chaque réunion du comité de pilotage, le prestataire rédigera un compte rendu de réunion qui sera soumis à la validation de l'ensemble des participants au plus tard une semaine après la tenue de la réunion.

Les décisions prises lors du comité de pilotage engageant la suite des prestations, les échanges entre le titulaire et les différentes parties, pour valider définitivement la retranscription, ne devront pas excéder deux semaines par rapport à la date de tenue de la réunion.

### **4.2. Planification et suivi de l'étude**

La planification des prestations est établie en cohérence avec la durée de l'étude fixée dans son ensemble à 14 mois. Cette durée court à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

Le Comité de pilotage de l'étude se réunira lors de réunions présentiels, en présence du prestataire, au moins 4 fois, réparties par exemple de la manière suivante :

Copil 1 : au lancement de l'étude, discussion et validation de la démarche, de la méthode, et du calendrier proposé pour l'étude ;

Copil 2 : à l'issue de la phase 1, présentation des résultats de cette phase et discussion et validation des propositions méthodologiques pour la phase 2 ;

Copil 3 : à l'issue de la phase 2, pour présenter et discuter du livrable L1 et propositions méthodologiques pour les dernières étapes du travail (phase 3), notamment validation de la liste des régions qui pourraient être analysées dans la phase 3.

Copil 4 : présentation et discussion des livrables L2 et L3 et des plans détaillés des livrables L4 et L5.

Le prestataire indiquera dans son offre les délais prévus entre les réunions, sachant que le délai global entre la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations (qui correspondra à la date de la 1<sup>ère</sup> réunion du Copil et au lancement de l'étude) et la 4<sup>e</sup> réunion du Copil sera de 12 mois maximum.

À l'issue de l'étude, le commanditaire pourra proposer au prestataire de présenter les résultats de l'étude lors d'une réunion de restitution, d'une demi-journée environ.

#### **4.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude**

L'étude donnera lieu à la livraison des éléments suivants :

- L1 : un rapport intermédiaire relatif aux phases 1 et 2. Il sera livré à l'issue du 3<sup>e</sup> comité de pilotage, sous formats numériques « odt » ou « docx » et « pdf », et entièrement rédigé.
- L2 : un rapport final d'étude provisoire puis définitif. Il est accompagné d'un résumé d'une page en français et en anglais. Ce rapport devra être fourni au pouvoir adjudicateur sous forme numérique (formats « odt » ou « docx » et « pdf »).
- L3 : un diaporama (formats « .pptx » ou « .odp » et « .pdf ») présentant les résultats finaux de l'étude, livré une semaine avant le 4<sup>e</sup> comité de pilotage.
- L4 : une note de synthèse de l'étude en 23 000 signes maximum (espaces compris, hors illustrations), en français et sous format numérique (« odt » ou « docx » et « pdf »), mettant en valeur les points saillants de l'étude et respectant la ligne éditoriale de la collection des *Analyses* publiées par le Centre d'études et de prospective du MASA. Le CEP aidera les auteurs de cette note à en préciser la problématique et le plan détaillé. Cette note de synthèse devra être entièrement rédigée.
- L5 : un article de 85 000 signes environ (espaces, illustrations et annexes compris), en français et sous format numérique (« odt » ou « docx » et « pdf »), condensant et résumant l'étude, mettant l'accent sur ses apports méthodologiques et respectant la ligne éditoriale de la revue *Notes et Études Socio-Économiques (NESE)* publiée par le Centre d'études et de prospective du MASA. Le CEP aidera les auteurs de cet article à en préciser le plan détaillé. Cet article devra être entièrement rédigé.

Le temps nécessaire à la rédaction de ces deux derniers livrables devra être clairement identifié dans les propositions soumises par les candidats. Ce temps devra être préservé au moment de la réalisation effective de l'étude.

Les versions définitives des livrables L2 et L3 seront transmises dans le mois suivant le quatrième comité de pilotage.

Les derniers livrables sont attendus au plus tard 14 mois à compter de la date de la 1<sup>ère</sup> réunion du Copil.

Les comptes rendus des réunions du comité de pilotage visés au 4.2 seront également fournis aux formats « odt » ou « docx » et « pdf ».

Le Centre d'études et de prospective, en tant que gestionnaire du Programme ministériel d'études du MASA, se réserve le droit de modifier les livrables L4 et L5, en concertation avec les auteurs,

afin d'adapter leur contenu et leur forme à la ligne éditoriale de ces deux formats de publication (*Analyses* et *NESE*). Le CEP pourra à ce titre en être co-auteur.

Sur la page de couverture de l'ensemble de ces livrables devront figurer les éléments suivants, sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur : « Étude commandée par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA), financée par le programme 215 du MASA et FranceAgriMer. Ce document n'exprime pas les positions officielles du MASA ou de FranceAgriMer. Il n'engage que ses auteurs. Marché n°SSP-DGPE-2024-035 ».

#### **4.4. Calendrier**

Le soumissionnaire proposera dans son offre un calendrier adapté aux méthodes proposées, et détaillant l'articulation entre les différentes phases. Ce calendrier devra intégrer les délais prévus entre les réunions de CoPil et ceux pour la fourniture des différents livrables, en particulier le temps de rédaction nécessaire pour les documents de valorisation.

À titre informatif, la notification du présent marché est prévue durant la première quinzaine du mois de septembre 2024.

### **5 – Obligations du titulaire**

#### **5.1. Participation aux différentes réunions**

Le titulaire du marché est tenu d'assister à toutes les rencontres prévues dans le cadre des prestations : réunions en face à face ou par visio-conférence, déplacements sur sites, restitution. Toute absence injustifiée ou répétée occasionne l'application de pénalités prévues au CCAP.

#### **5.2. Remise des livrables**

Le titulaire du marché est tenu de produire des livrables, listés à l'article 4 du présent CCTP. Le CCAP précise les pénalités applicables. Par ailleurs, le paiement des prestations est conditionné à la remise et la validation des livrables prévus.

#### **5.3. Confidentialité**

Conformément à l'article 8.3.3 du CCAP du présent marché, le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, qui, soit avant réception de la commande, soit au cours de son exécution, ont reçu communication de renseignements, documents, éléments ou objets quelconques dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication, qui ne peut, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle peut recevoir du titulaire.

Le titulaire s'engage également à respecter les règles du secret statistique telles que définies par la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique.

#### **5.4. Propriété de l'étude**

Le régime de propriété de l'étude est précisé à l'article 10 du CCAP.

Cette bibliographie, seulement indicative, vise à aider les candidats à mieux comprendre le champ et les attendus de l'étude. Lors de la phase 1 de l'étude, ainsi qu'indiqué dans les pages précédentes, le prestataire sera chargé de compiler les différentes ressources documentaires de manière plus exhaustive.

### Bibliographie

- Aubert et al., 2021. Vers une transition juste des systèmes alimentaires - Enjeux et leviers politiques pour la France. <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/propositions/vers-une-transition-juste-des-systemes-alimentaires-enjeux>
- Aubert, P.-M. et al., 2021. Towards a just transition of food systems. Challenges and policy levers for France.
- Beckman et al., 2020. Economic and Food Security Impacts of Agricultural Input Reduction Under the European Union Green Deal's Farm to Fork and Biodiversity Strategies.
- Barreiro-Hurle et al., 2022. Modelling environmental and climate ambition in the agricultural sector with the CAPRI model.
- European Commission, 2024, Impact assessment report. Securing our future. Europe's 2040 climate target and path to climate neutrality by 2050 building a sustainable, just and prosperous society.
- FAM, 2023. Souveraineté alimentaire : un éclairage par les indicateurs de bilans.
- Gohin, A. et Matthews, A., 2022. Adding mirror clauses within the European Green Deal: Hype or hope?
- Guyomard et al., 2023. The European Green Deal improves the sustainability of food systems but has uneven economic impacts on consumers and farmers. <https://www.nature.com/articles/s43247-023-01019-6>
- Jayet, P-A et al., 2023. The European agro-economic model AROPAj.
- JRC, 2022. [https://www.capri-model.org/dokuwiki\\_help](https://www.capri-model.org/dokuwiki_help)
- Ramanantsoa, J. & Payen, A., 2019. Simuler les évolutions de la « ferme France » avec le modèle MAGALI 2.0. L'exemple des effets de chocs sur le prix du pétrole.
- Secrétariat général à la planification écologique, 2023. La planification écologique dans l'agriculture, 9 juin 2023, point d'étape. <https://www.gouvernement.fr/upload/media/content/0001/06/37fb0deba7e906c2ced7f4628c067eff5c403ff8.pdf>
- Wesseler, 2022. The EU's farm-to-fork strategy: An assessment from the perspective of agricultural economics. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/aepp.13239>

### Données administratives, statistiques ou autres, utiles à l'étude, à titre indicatif :

Tableurs Excel du RUN 2 de la SNBC avec les évolutions détaillées de la ferme France entre 2020 et 2050.